Al-Jalil et al-Naqab: entre l’oppression coloniale et l’épuration ethnico-religieuse

le 8/9/2010 17:20:00 (998 lectures)

Dans cet article, **Fadwa Nasser** montre, de manière incontestable, que le projet sioniste depuis ses débuts peut se résumer en deux mots : expulser et judaïser. L'objectif sioniste à vouloir faire de la Palestine un Etat juif débarrassé des arabes et des confessions non-juives se traduit aujourd'hui par une accélération de la politique d'expulsion de Palestiniens et de destruction de maisons et de villages, notamment dans la région du Naqab au sud et dans la région d'Al Jalil au nord des territoires occupés en 1948.

L'intérêt de ce texte réside principalement dans le souci du détail qui décortique cette politique de « grignotage des terres » et donne à voir le projet sioniste de judaïsation dans toute son étendue criminelle. Après un rappel historique précis et documenté, l'auteur met en évidence la poursuite de cette stratégie, menée avec beaucoup de détermination, et qui consiste tout simplement à détruire le peuple palestinien.

Qui peut contester ce propos de Fadwa Nasser : « dans une région arabo-musulmane où les différentes religions et confessions ont généralement vécu dans l'entente et la paix, mis à part quelques épisodes tragiques, le projet sioniste d'un Etat juif représente à lui seul un crime contre l'humanité. Et c'est ce à quoi tendent les sionistes, soutenus par ce qui s'appelle la « communauté internationale » et le conseil de l'insécurité de l'ONU » ?

Au mois de juillet 2010, l'occupation sioniste a détruit le village al-Araqib situé au nord de Beer Saba', dans al-Naqab, région méridionale de la Palestine occupée en 1948. La suppression physique de ce village non-reconnu fait partie d'un vaste plan criminel que les sionistes envisagent pour cette région : détruire les villages palestiniens qui s'y trouvent, la plupart non-reconnue par l'administration coloniale et regrouper leur population dans les sept villages situés au nord du Naqab, sorte de cités-dortoirs que les Israéliens ont construits, sinon les expulser vers la Cisjordanie ou la Jordanie, installer les colons sur les terres confisquées et construire des villes-colonies. C'est ce que les sionistes appellent « plan de développement », terme qui traduit exactement la mentalité coloniale puisque s'il y a un développement, il s'agit uniquement de celui de la présence juive et sioniste au détriment de la population arabo-palestinienne.

A l'autre bout de la Palestine occupée en 48, au nord, s'étend al-Jalil, région menacée elle aussi par le même plan. Dans la partie basse d'al-Jalil, la ville palestinienne de Nasra, berceau du christianisme, y défie les colons venus d'Europe centrale, de Russie ou d'ailleurs. Malgré les confiscations des terres et les lois coloniales qui les ont légalisées, malgré la construction de colonies, bien avant même la fondation de l'Etat, malgré toutes les mesures d'étouffement des Palestiniens que les sionistes s'ingénient à concevoir et à appliquer depuis plus de soixante ans, les Palestiniens résistent et luttent pour rester sur leur terre et y vivre dans la dignité.

Au centre, près de Jénine et de Tulkarm en Cisjordanie, se trouve al-Muthallath (le Triangle) région occupée en 48, encore majoritairement peuplée de Palestiniens, malgré les colonies et les routes construites sur les villages de wadi (la vallée de) Ara. La ville d'Umm al-Fahem défie là encore les autorités de l'occupation, surtout depuis que le mouvement islamique de sheikh Raed Salah s'y est installé pour mobiliser la population autour de projets autonomes de développement. Le plan sioniste concernant cette région est différent : l'échange territorial. Sous ces termes, différentes visions se complètent ou s'affrontent, mais il s'agit globalement de rattacher les zones les plus densément peuplées (les villes) à la Cisjordanie tout en se gardant le maximum de terres, en contrepartie des colonies situées en Cisjordanie. Les sionistes espèrent ainsi se débarrasser de la population palestinienne tout en conservant ses terres, mais aussi détacher une partie de la Cisjordanie colonisée pour la rattacher à l'Etat sioniste, qui serait ainsi, selon ce plan démoniaque, un Etat aussi juif que possible. Dans une région arabo-musulmane où les différentes religions et confessions ont généralement vécu dans l'entente et la paix, mis à part quelques épisodes tragiques, le projet sioniste d'un Etat juif représente à lui seul un crime contre l'humanité. Et c'est ce à quoi tendent les sionistes, soutenus par ce qui s'appelle « la communauté internationale » et le conseil d'insécurité de l'ONU.

Rappel historique et données géographiques

Lorsque les sionistes ont installé leur administration coloniale sur les terres occupées de la Palestine, en 1948, après en avoir expulsé une grande partie de sa population arabe vers les pays voisins, ils n'avaient colonisé qu'une faible partie de ses terres : les colonies se comptaient sur les doigts de la main. Malgré l'expulsion d'une grande partie de sa population, la Palestine était demeurée palestinienne. En fait, les sionistes ont appliqué avant 1948 et continuent à appliquer la première partie de l'équation sioniste : « une terre sans peuple », consistant à « vider » le lieu par l'expulsion des Palestiniens.

Dès 1950, l'administration coloniale procède à la confiscation systématique des terres palestiniennes, celles des réfugiés mais aussi celles des Palestiniens restés sur place, appliquant une autre équation sioniste : « le maximum de Palestiniens sur le minimum de terres ». C'est ainsi que les Palestiniens assistent, non sans résister, à leur étouffement progressif dans des espaces étroits autour de leurs villes et villages, alors que leurs terres, agricoles ou non, sont confisquées et livrées aux colonies qui s'étendent progressivement dans le pays.

Les études consacrées à la question et les témoignages palestiniens révèlent plusieurs étapes de la colonisation-judaïsation d'al-Jalil et d'al-Naqab. Dans al-Jalil, les colons sont très tôt installés sur les terres palestiniennes, à la place des réfugiés mais ils occupent essentiellement les zones « frontières », celles avec les pays arabes (Liban, Syrie, Jordanie), les sommets des collines ou montagnes (colonies postes) et les lieux stratégiques servant à démanteler toute agglomération palestinienne. Ainsi furent construites les immenses colonies-villes de Nitsirit-Ilit et de Karma'il, la première au-dessus de Nasra, pour empêcher son extension, et la seconde dans la plaine, au milieu d'un ensemble de villages (Arrabe, Sakhnine, Deir Hanna d'un côté et Majdel Kroum, Baana et Nahaf de l'autre) pour briser leur unité et empêcher leur liaison naturelle.

Comme l'a si bien décrit l'auteur et journaliste anglais Jonathan Cook, en parlant de la disparition progressive de la ville de Bisan, au nord de la vallée du Jourdain, le grignotage de terrain semble être une des stratégies sionistes les plus suivies pour s'emparer des terres. D'ailleurs, cette politique de grignotage est effrontément appliquée, avec la collaboration de la FINUL, sur les terres du sud du Liban, avec la question d'une ligne bleue et d'une zone intermédiaire. A partir d'un point donné, les colonies s'étendent et grignotent les terres autour d'elles. Elles les avalent les unes à la suite des autres, tel un ogre affamé, jusqu'à se heurter aux constructions palestiniennes, aux abords des villages palestiniens surpeuplés. Là, intervient le judiciaire israélien, qui considère que la construction « gênante » est illégalement construite. Le bras policier aidé des bulldozers procède à sa démolition. C'est, d'une manière simplifiée, la manière de procéder de la judaïsation ou du « développement » sioniste. Les détails servent à montrer les différentes facettes de la même politique à laquelle s'ajoutent falsifications, violence, arrogance, racisme, bref, le sionisme dans toutes ses dimensions, politiques, sécuritaires, inhumaines et immorales.

Dans al-Naqab, vaste région semi-désertique qui représente 40% de la terre palestinienne (12.577 Km2), la judaïsation a commencé dans les années 50. Après plusieurs massacres commis en 1948, visant à expulser les Palestiniens vers l'Egypte ou la Jordanie, l'unité 101, soutenue par des avions de combat et dirigée par Sharon poursuit l'épuration ethnique en 1953 en massacrant la tribu Azazmeh. Elle détruit leurs maisons et leurs biens. Il s'agissait de donner une leçon, comme pour le massacre de Deir Yassine dans la zone d'al-Qods, en vue de faire fuir les quelques milliers de Palestiniens qui y sont restés. Concernant leurs terres, les lois de l'expropriation votées par le Knesset dans les années 50 permettent aux sionistes de s'emparer de l'ensemble des terres palestiniennes au Naqab, si bien qu'il ne leur reste que 2% que les sionistes veulent leur arracher actuellement. En 1969, l'institution israélienne adopte une loi consistant à fixer les Palestiniens dans quelques villages, cités construites au nord d'al-Naqab, en en faisant une main d'œuvre disponible pour les industries israéliennes. Il s'agissait surtout de concentrer la population palestinienne sur le minimum de terres au moment l'institution israélienne étalait le faible nombre de colons juifs sur le maximum de terres. Alors qu'ils étaient plus de 100.000 dans al-Naqab avant 1948, l'expulsion a réduit le nombre de Palestiniens à presque 14.000 Palestiniens après la Nakba. Ils sont actuellement près de 200.000 (28% de la population globale, avec les colons, d'al-Naqab) dont 86.000 vivent dans 45 villages non-reconnus. Ne pas reconnaître un village veut dire que l'Etat sioniste ignore, tant dans son administration que dans ses divers services, la présence d'une population regroupée dans des villages, bien qu'ils soient considérés « citoyens » de cet Etat. Ces villages ne sont équipés d'aucun service, ni eau, ni électricité, ni téléphone, ils n'ont ni écoles, ni centres de soin. Ils ne sont pas indiqués sur les cartes officielles de l'Etat et ne sont inclus dans aucun plan de « développement », sinon par leur destruction. Certaines lignes de chemin de fer passent en plein milieu du village que l'administration ne voit pas. La population des villages non-reconnus se situe entre 400 et 5000 personnes par village (en 2005, le village al-Araqib était peuplé de 2300 personnes). Les terres confisquées d'al-Naqab sont pour la plupart consacrées à l'armée, aux essais et centrales nucléaires et aux colonies. S'y trouvent également plusieurs prisons où sont détenus les prisonniers palestiniens.

Quant à la principale ville de la région, Beer-Saba', fondée par les Ottomans pour assurer la liaison entre Gaza et al-Khalil, sa population a été entièrement expulsée en 1948, ses maisons sont actuellement habitées par les colons, sa principale mosquée transformée soit en musée, soit laissée à l'abandon et le tribunal saisi refuse de la remettre aux musulmans.

Judaïsation d'al-Jalil et d'al-Naqab : une épuration ethnico-religieuse en cours

Ayant constaté, un siècle plus tard, que des Palestiniens sont encore concentrés dans certaines régions, les dirigeants sionistes ont tiré la sonnette d'alarme. Déjà en 1976, le rapport du gouverneur militaire de la région nord (al-Jalil), Koenig, avait fait ce constat, avant de soulever la colère palestinienne qui s'est traduite dans la journée de la terre, le 30 mars 1976. Près de trente ans après, les sionistes reviennent à la charge, ayant bien pris soin auparavant de faire accepter leur projet d'Etat ethnico-religieux juif par certains dirigeants arabes et palestiniens. N'est-ce pas Mahmoud Abbas qui a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il reconnaissait l'Etat sioniste dans « ses frontières » et qui avait décrit les Palestiniens de 48 comme étant « les étrangers » dans l'Etat sioniste ?

Dans al-Naqab, les sionistes envisagent la destruction et l'effacement des 45 villages non-reconnus et qui sont en majorité situés autour de Beer Saba' soit au nord d'al-Naqab, entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Des colonies agricoles existent déjà vers la frontière avec Gaza, et d'autres sont en cours d'installation sur la frontière avec le Sinaï égyptien. Mais toute la zone comprise entre Beer Saba' et la Cisjordanie est encore habitée par les Palestiniens, qui ne représentent d'ailleurs que 28% de la population du district, selon le conseil régional des villages non-reconnus (2006). N'ayant pas un nombre suffisant de colons pour les installer, les dirigeants sionistes y ont développé le concept des « fermes individuelles », qui rompt avec les colonies collectives (kibboutz ou moshav) et dont un des pionniers n'est que le fils d'Ariel Sharon. Ceci permet de voler de grandes superficies de terres et de n'y installer qu'une famille. Dès les années 70 s'engage une des campagnes les plus criminelles contre la population d'al-Naqab : les « patrouilles vertes » du ministère sioniste de l'intérieur, instituées par Sharon en 1977, sortes de commandos soi-disant pour protéger la nature, que les Palestiniens appellent « patrouilles noires », interviennent dans les villages, déposent des ordres de démolition sur les maisons, tuent les troupeaux et au cours des années 2004-2005, font appel à des hélicoptères pour arroser de pesticide les champs prêts pour la moisson. En 1984, « Israël » fonde « le département pour le développement des Bédouins » en vue de contrôler la vie des Palestiniens dans al-Naqab et les pousser à quitter leurs villages pour vivre dans les cités qu'il leur a construits. En 2003, Sharon proclame que la judaïsation d'al-Naqab est une politique définitive et qu'il faut en finir avec « le problème des Arabes ». En 2004, la loi de « l'expulsion des envahisseurs » est votée à la Knesset, elle vise les Palestiniens vivant dans les villages non-reconnus. De même, en 2004, le président du conseil régional des colonies d'al-Naqab propose l'installation d'un million de juifs rien que sur cette partie de la Palestine, pour « faire face à l'invasion bédouine des terres de l'Etat ». En réalité, c'est depuis 2000 que le processus de l'épuration ethnico-religieuse s'est accélérée, les lois et les déclarations n'étant qu'une confirmation officielle de ce qui se déroulait déjà sur le terrain.

Mais les Palestiniens d'al-Naqab résistent. A chaque démolition, ils reconstruisent. Chaque objet volé par les policiers et les colons (en 2007, des camions ont été affrêtés pour transporter les meubles des maisons démolies) est aussitôt remplacé, grâce à la solidarité inter-communautaire et des mouvements politiques palestiniens. Le mouvement de Sheikh Raed Salah a inauguré, dès 2006, les « journées de liaison », pour célébrer la journée de la terre du 30 mars en reconstruisant les villages non-reconnus d'al-Naqab : maisons, plantations d'arbres, nettoyage des cimetières, pavage de routes, construction des mosquées, etc.. pour que la population continue à y vivre. Bien qu'étant visé depuis plusieurs années, le village d'al-Araqib est devenu la cible principale des destructions depuis deux ans. En 2005 déjà, des unités spéciales y rasent près de 4000 dunums de terres cultivées de blé et d'orge et s'abattent sur la population, arrêtant cinquante personnes, après avoir placé la zone sous couvre-feu. Tout récemment, en juin 2010, le gouvernement sioniste et le ministère de la « sécurité » intérieure lancent une campagne et forment un commando pour « faire cesser l'appropriation des terres par les Arabes » et notamment dans la région de Beer Saba', voulant signifier par là une accélération de l'épuration ethnico-religieuse.

Quant à la région d'al-Jalil, le plan de judaïsation consiste d'une part, à étouffer de plus en plus les villes et villages palestiniens en rattachant ce qui reste de leurs terres à des agglomérations juives par un découpage administratif conçu spécialement dans ce but. De plus en plus, les villages arabes sont rattachés à des entités sionistes plus globales qui gèrent toute l'agglomération, les villages arabes devenant des quartiers dépendant de la structure juive, ce qui signifie concrètement que leur développement n'est que marginal et que le financement de leur localité vient au dernier rang. De même, leur politique d'éducation, d'emploi, de voirie, etc.. ne sont pris en compte que dans la mesure où ces questions sont intégrées dans l'agglomération juive. D'autre part, il s'agit de faire éclater toute agglomération palestinienne existante, par le biais de construction de colonies à l'intérieur même de ces agglomérations de sorte qu'elles ne puissent pas concevoir une politique de développement commune et en prévision du grignotage progressif de la colonie en direction des terres qui l'entourent.

Au mois d'octobre 2009 s'est tenu le quatrième congrès de la judaïsation d'al-Jalil, en présence du président sioniste Shimon Pérès, d'ailleurs principal concepteur et acteur de l'épuration ethnico-religieuse dans al-Jalil et al-Naqab. Y étaient également présent Netanyahu, premier ministre et plusieurs ministres et responsables sionistes. Ces congrès réguliers visent à faire le point sur l'avancée ou la stagnation de leur plan. Al-Jalil est actuellement habitée par 900.000 Palestiniens, soit environ 50% seulement de la population globale. Ce taux semble catastrophique pour les sionistes qui veulent le réduire, en augmentant d'une part le taux des colons juifs et en décourageant les Palestiniens d'y vivre. C'est pourquoi les congrès successifs ont conçu d'exécuter des travaux à grande échelle comme des routes reliant entre elles les colonies situées dans al-Jalil et des lignes de chemin de fer pour relier les grandes colonies, du genre Karma'il, aux villes côtières. Outre le fait que les routes et les chemins de fer seront construits sur les terres arabes, ils serviront à encercler et marginaliser les villages et les villes palestiniennes, en les contournant (comme cela se déroule en Cisjordanie). Ils envisagent également de construire des colonies pour installer 300.000 Juifs en vue de modifier l'équilibre démographique et étouffer la présence palestinienne et de construire une nouvelle zone industrielle près de Nasra pour attirer la main d'œuvre juive dans cette région. Par ailleurs, il est conçu d'agrandir les colonies existantes en construisant 10.200 unités de logements.

En 2009, a été dévoilé le plan de construction d'une grande colonie pour les juifs haridim (religieux) sur les terres palestiniennes de Kfar Kanna, Shajara et Ayn Mahel (au nord de Nasra) : 10.000 unités de logements pour installer 50.000 colons. Une partie des terres de Ayn Mahel avait été déjà confisquée dans les années 60 pour construire la colonie de Nitsirit-Ilit. Avec le nouveau plan, ce sont toutes les terres de ce village qui sont confisquées. C'est depuis le désengagement de la bande de Gaza en 2005 que la construction des villes « haridim » a pris son élan : il en est prévu une dans al-Naqab, une autre dans al-Muthallath et une troisième dans al-Jalil, de même que des quartiers spécifiques dans les villes appelées « mixtes » comme à Akka. Ces villes-colonies ou quartiers vont servir à lancer des attaques racistes contre les Palestiniens, comme cela s'est déroulé à Akka en octobre 2008 et comme cela se passe régulièrement en Cisjordanie.

La judaïsation d'al-Jalil, c'est également la destruction et l'effacement des traces de l'histoire et de la culture palestiniennes et l'invention d'une histoire juive. Une grande partie des mosquées, églises, maqams et autres lieux religieux arabes sont soit détruits, soit transformés en enclos pour les bêtes, soit en bars et restaurants dans les colonies sionistes. Les pancartes de signalisation des villes et villages arabes reprennent rarement le nom arabe, qui est remplacé par une langue hybride faite pour judaïser les noms arabes.

Contre ces plans de judaïsation, que ce soit dans al-Jalil ou dans al-Naqab, la population est mobilisée et mène régulièrement des actions pour les dénoncer et pour y faire face. Mais l'Etat sioniste compte beaucoup sur le financement européen et états-unien pour le concrétiser. Shimon Pérès espère pouvoir obtenir cette aide s'il vend le projet comme faisant partie d'un « plan de paix global », ce qui signifie en clair anéantir les Palestiniens de 48 dans un plan de règlement global. C'est la menace qui pèse particulièrement sur les Palestiniens de 48, après les accords d'Oslo surtout, où leur appartenance au peuple palestinien a été ignorée et où leur cause a été écrasée. Néanmoins, avec la présence de la résistance islamique armée au Liban, il semble peu probable, quelles que soient les aides accordées pour la judaïsation d'al-Jalil, que les colons juifs acceptent d'y vivre. Seuls les plus fanatiques d'entre eux répondront à l'appel de Shimon Pérès et Netanyahu et accepteront d'affronter les Palestiniens d'al-Jalil. Néanmoins, il est nécessaire que les médias dans le monde s'intéressent de plus en plus à cette question pour briser l'étau que les sionistes serrent autour des Palestiniens de 48, souvent oubliés ou négligés.

Fadwa Nassar

le 10-08-2010

source : http://french.moqawama.org/essaydetails.php?eid=1813&cid=282